



**Un seul mot d'ordre :  
répartition égalitaire des richesses !**



Un mouvement de colère généralisé s'exprime en France, depuis trois semaines, **contre les galères de la vie chère et les inégalités sociales** avec un impact de plus en plus fort sur l'économie. Cette révolte vient de loin après des décennies de politiques libérales qui ont laminé les droits des salarié-e-s et saccagé les services publics en particulier dans les périphéries.

Le ras-le-bol est général et petit à petit d'autres luttes se fédèrent à cette révolte des « gilets jaunes », comme les lycéens. **La violence de la répression l'a encore montré samedi dernier, le gouvernement des riches tremble comme jamais mais n'a encore rien cédé sur l'essentiel.**

**Du côté du patronat, certains conseillaient de « lâcher du lest »** (expression du patron d'Orange) **mais Macron aura lâché un zest.**

Contrairement à ce qu'il laisse croire, **il n'y aura pas de hausse du SMIC de 100€** mais une hausse de la « prime d'activité », cumulant des hausses déjà prévues sur les 2 prochaines années. **Cette mesure ne sera pas payée par les entreprises qui évitent aussi une hausse généralisée des salaires** inévitable en cas de hausse réelle du SMIC. Autre esbroufe, la proposition de prime exceptionnelle de 1000€ en 2019 ne concernera uniquement que les entreprises volontaires.

Macron ne prévoit **aucun retour en arrière sur l'ISF ni sur les milliards de dons aux entreprises** (40 milliards supplémentaires pour le CICE en 2019 et sa transformation en allègements de cotisations sociales sans compter la baisse de la fiscalité sur les sociétés). **Macron continue d'assécher le financement de la protection sociale** (les fameuses baisse de « charges »), **plus que jamais en danger.** Rappelons-le, les cotisations sociales ne sont pas des « charges » mais une partie intégrante de nos salaires, socialisés pour nous protéger des aléas de la vie. Sans cette répartition, il y aura inévitablement baisse des prestations, l'État demande déjà 1 milliards d'économie par an, sur le dos des chômeurs (renégociation de la convention UNEDIC).

**Toutes les mesures annoncées seront donc payées par les impôts ou les assurés sociaux ! C'est inadmissible !**

**C'est maintenant vers les entreprises et leurs actionnaires que doit peser le rapport de force.** Ce sont eux qui tirent profit de la casse de nos droits organisée par les différents gouvernements, aggravée avec les dernières « lois Travail ». Ce sont eux que nous subventionnons à nos frais depuis des années. Ce sont eux qui captent la plupart des richesses que nous créons : les profits des boîtes du CAC 40 reviennent 15 fois plus aux actionnaires qu'aux salariés !

**Il est temps que les richesses générées par les travailleurs.euses leur reviennent ! La mobilisation au sein même des entreprises, par la grève, sera aussi le moyen d'aller les chercher.** Loin de la frilosité honteuse des leaders des gros syndicats institutionnels, Il faudra

pour cela se mobiliser, à la base, dans les jours et semaines à venir ! Le syndicat est un outil pour les luttes !

Avec l'injustice fiscale, la question des inégalités d'accès aux services publics, notamment dans le transport, est un élément majeur de la crise actuelle.

Avec les « réformes » successives, des secteurs vitaux de notre quotidien (gaz, électricité, et dernièrement le rail...) basculent dans la sphère marchande et concurrentielle. Mais une ligne de train, une école, un hôpital n'ont pas pour but d'être rentables ! Ces services publics sont nos

« communs » et pour qu'ils profitent à tous et à toutes, ils doivent être égalitaires, en dehors de toute logique de profit et tendre à la gratuité.

Leur défense et leur développement est au cœur de la question de la répartition égalitaire des richesses. C'est aussi faire le lien avec les combats des fonctionnaires, touché.e.s par une décennie de gel des salaires et l'actuelle dégradation des services.

Alors que tous les fascistes sont en embuscade pour tirer un profit politique de la crise, il est encore plus important de se battre pour une société égalitaire, fraternelle, écologiste et autogestionnaire ! Ensemble faisons émerger un véritable projet de société en rupture avec la barbarie capitaliste actuelle.

Tous et toutes dans l'action sur la base de revendications immédiates communes :

- Augmentation générale des salaires et pensions.
- Dégel du point d'indice dans la fonction publique.
- Diminution du temps de travail.
- Arrêt des politiques, notamment fiscales, au bénéfice des plus riches et entreprises.
- Pour des services publics de qualité, sans profits et d'égal accès à tous et toutes avec des moyens à hauteurs des besoins.

Première étape de mobilisation :  
tous et toutes en grève le vendredi 14/12 !

**RDV Marseille :**

**Vendredi 14/12, grève nationale interpro : rdv 11h bas Canebière**  
**Samedi 15/12, manifestation unitaire : rdv 14h au Vieux-port**

